

Nos communautés... Nos succès!

Partenariat rural canadien

Printemps 2007

À l'Île-du-Prince-Édouard, le vent vaut de l'argent!

On peut difficilement évoquer les moulins à vent sans que surgissent dans notre esprit des images de la Hollande : des gens en sabots de bois dansant la gigue dans un champ de tulipes éclatantes, une construction en forme de phare qui se détache sur l'horizon, avec de longs bras qui tournent lentement. Nous savons tous que les moulins à vent ont joué un rôle crucial dans l'histoire des Pays-Bas; c'est la même énergie éolienne qui continue de souffler aujourd'hui et son harnachement est de plus en plus d'actualité. À l'Île-du-Prince-Édouard, le vent rapporte gros!

Si, en direction du nord-ouest, vous dépassez Summerside, le paysage de l'île est ponctué de jolis lopins de terre dont vivent de petites collectivités riches de culture et de ressources naturelles; et c'est ainsi jusqu'à la pointe nord de l'île, North Cape. C'est ici même que le Canada, grâce à des travaux de recherche et de développement, est en train de devenir un chef de file pour ce qui est du captage d'une énergie propre, renouvelable et fiable pour les Canadiens.

Le terrain d'essais éoliens de l'Atlantique, situé tout près du parc éolien de North Cape, est devenu l'Institut canadien de l'énergie éolienne (WEICan/ICEO). Un édifice de près de 800 m² y sera bientôt équipé de laboratoires et d'ateliers. Grâce à des partenariats avec des universités, des collèges, des établissements de recherche, des entreprises du secteur privé et des organismes gouvernementaux, l'ICEO entend bien renforcer sa position de leader mondial en technologie éolienne.

L'énergie éolienne est, dans le domaine de la production de l'électricité, le secteur dont la croissance est la plus forte au Canada; l'ICEO est un autre fleuron parmi les initiatives du gouvernement canadien visant à développer cette source d'énergie propre, sécuritaire et fiable. Depuis plus de vingt ans, on mène à cet endroit des travaux de recherche et de développement dans le domaine éolien.

À North Cape, on est passé de quelques éoliennes à dix-sept génératrices qui marquent le paysage de la partie nord-ouest de l'île du mouvement paresseux de leurs élégantes pales blanches. La technologie devenue poésie par la beauté naturelle du lieu!

Pour vous donner un aperçu de l'ampleur de ces énormes oiseaux : le bout du moyeu qui porte les pales d'une éolienne de modèle V47 mesure deux mètres et demi (un peu plus de huit pieds); la distance entre les extrémités de deux pales est de 47 mètres (environ 155 pieds); le rotor (pales et moyeu) fait 30 tours à la minute.

Les insulaires sont les témoins privilégiés de la croissance et du potentiel de l'électricité d'origine éolienne. Le parc de North Cape fournit déjà 5 pour cent de l'électricité consommée dans l'île.

L'énergie éolienne a le vent dans les voiles, pourrait-on dire : elle est en passe de devenir la norme. Certes, le parc de North Cape est plutôt modeste comparé à ce qui se fait ailleurs dans le monde, mais l'énergie éolienne intéresse de plus en plus les investisseurs : une source d'énergie renouvelable capable de se transformer en projets de développement.

Ressources naturelles Canada et la P.E.I. Energy Corporation fournissent un fonds de soutien à l'ICEO;



Une des œuvres présentées dans le cadre d'expositions offertes par le Centre d'interprétation de North Cape

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), par le biais de son Fonds pour les collectivités innovatrices, a versé trois millions et demi de dollars pour permettre la construction des installations de l'ICEO.

Le gouvernement canadien, grâce à son programme d'Encouragement à la production d'énergie éolienne, entend consacrer 920 millions de dollars au cours des quinze prochaines années à la promotion ce type d'énergie. On estime que vers 2010, la production électrique dans ce secteur sera d'environ 4000 mégawatts, soit suffisamment d'électricité pour répondre aux besoins de un million de maisons au Canada!

Pour en savoir plus sur l'ICEO, veuillez consulter le site www.weican.ca (en anglais seulement).

Dans cette édition

Participez aux semences de la prochaine politique agricole 2

Les petits crayons 2

Aider les entreprises agricoles à démarrer 3

Les services aux collectivités rurales 3

Au sujet du Secrétariat rural 3

On brasse la cage à Terre-Neuve! 4

La base de données sur les collectivités — une foule d'information maintenant disponible sur le Web 4



North Cape est en train de devenir une destination touristique très populaire. On y trouve le plus long récif naturel formé de rochers en Amérique du Nord : il s'étend sur une distance de 3,2 km (environ deux miles). Un magnifique sentier pédestre longeant la côte, un restaurant, une boutique de cadeaux, un phare construit en 1866 ainsi qu'un centre d'interprétation de la nature portant sur l'énergie éolienne, vous y

attendent. Soit dit en passant, le phare demeure à ce jour le moyen le plus efficace pour avertir les navires de la présence de ces rochers dangereux. Le centre d'interprétation offre des éléments d'exposition originaux et interactifs et des présentations audiovisuelles; de plus, il permet de comprendre, de façon amusante et instructive, tout ce qui se rapporte au vent et à la technologie utilisée pour exploiter l'énergie qu'il recèle.

Participez aux semences de la prochaine politique agricole

Le proverbe « on récolte ce que l'on sème » nous rappelle à quel point les grandes décisions que nous prenons aujourd'hui auront des conséquences dans l'avenir. Ayant ce proverbe à l'esprit, les représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont déterminés à déployer des efforts concertés pour élaborer la prochaine politique agricole et agroalimentaire.

Et ils aimeraient bien connaître votre avis! Intervenant de l'industrie ou citoyen canadien, les dirigeants politiques cherchent à connaître votre point de vue sur l'avenir du territoire agricole du Canada atlantique.

Le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) est un accord fédéral-provincial-territorial de cinq ans sur l'agriculture, qui a permis de définir une approche nationale pour le secteur de l'agriculture. Son objectif premier? Positionner le Canada comme chef de file mondial de la salubrité et de la qualité des



Depuis le début des années 1900, la mousse d'Irlande de l'Î.-P.-É. continue d'être récoltée de manière traditionnelle à l'aide de chevaux. La mousse d'Irlande est un ingrédient utilisé encore aujourd'hui pour aider à créer la texture crémeuse que l'on trouve dans certains produits comme la crème glacée et la pâte dentifrice.

aliments, de l'innovation et de la production agricole respectueuse de l'environnement.

À l'heure actuelle, le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire fait face à une série de nouveaux enjeux et de nouvelles possibilités. Comme la majorité des accords du CSA prennent fin au printemps 2008, des discussions sont en cours pour établir une nouvelle politique agricole et agroalimentaire. Le nouveau cadre vise à bâtir des fondations solides qui profiteront aux générations à venir.

Pour s'assurer de tenir compte des nombreuses facettes de l'industrie agricole à toutes les étapes de l'élaboration de la politique, le processus prévoit trois rondes de consultation. Le processus de consultations nationales en plusieurs étapes a débuté en décembre 2006 et se poursuivra en 2007, de sorte que le nouveau cadre stratégique soit mis en œuvre au début 2008.

La première ronde a consisté en une série de séances de travail auxquelles ont participé des experts de l'industrie agricole. En qualité de spécialistes, ces intervenants ont été conviés à prendre part à des discussions approfondies et à l'analyse des options stratégiques proposées. Ils ont également travaillé à cerner les problèmes susceptibles de surgir pendant les consultations publiques et ont aidé à formuler des questions à utiliser lors de la deuxième ronde.

La deuxième ronde, prévue en janvier et février 2007, consistera en des séances de consultation publiques qui se dérouleront un peu partout au pays. Leur objectif sera, d'une part, de recueillir les commentaires de la population dans le cadre d'une tribune ouverte où les participants pourront échanger des idées et, d'autre part, de favoriser un débat public sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada. Parallèlement, les discussions se poursuivront sur un nouveau plan de gestion des risques de l'entreprise.

La troisième ronde commencera en mars 2007. Pendant cette ronde finale, on analysera les données recueillies lors des première et deuxième rondes. Cette analyse permettra de produire une synthèse des commentaires à présenter aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux avant le début des négociations.

Le processus de consultation et les conclusions qui en ressortiront visent à stimuler les discussions entre tous les intervenants sur la façon dont les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires peuvent unir leurs efforts pour veiller à ce que le secteur agricole et agroalimentaire canadien soit compétitif et rentable. Offrir des services et des produits salubres, innovateurs et de grande qualité, qui profitent à tous les Canadiens, figure également parmi les priorités.

Nous vous encourageons à participer à la discussion. Tous les ordres de gouvernements ont hâte de connaître le point de vue des particuliers et des organismes canadiens. Unissons nos efforts pour mettre au point un cadre stratégique solide qui favorise la prospérité dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Vous pouvez participer à la consultation par l'intermédiaire du site Web www.agr.gc.ca/verslanouvelle jusqu'au 28 février 2007.

Pour recevoir des exemplaires des documents de consultation et obtenir de plus amples renseignements sur la façon dont les Canadiens peuvent participer à l'élaboration de la prochaine politique agricole et agroalimentaire, vous pouvez communiquer avec le bureau du ministère de l'Agriculture de votre province ou territoire, composer le 1 800 O-CANADA (1-800-622-6232) ou le 1-800-926-9105 (Télétype), ou encore visiter le site Web suivant : www.agr.gc.ca/verslanouvelle.

Les petits crayons

Il est bien connu que les capacités de base en lecture et en écriture ainsi que les expériences sociales d'un enfant sont des facteurs importants pour son développement sain, en particulier durant les années préscolaires, car elles l'aident à se préparer à affronter le « monde réel ».

Grâce au Partenariat rural canadien, le gouvernement du Canada contribue à relever les défis liés à l'amélioration des capacités de lecture et d'écriture des enfants en milieu rural par une initiative appelée « Les petits crayons ». Trois régions du comté de Kent au Nouveau-Brunswick (qui enregistre l'un des plus faibles taux d'alphabétisation au pays) ont adopté cette initiative. Depuis, de nombreuses familles ont bénéficié du modèle, qui est fondé sur une approche ludique. Ce projet a été par la suite repris en Saskatchewan et au Manitoba.

Une fois par semaine, les parents et les enfants d'âge préscolaire se réunissent et se livrent à des activités de bricolage, jouent à des jeux, lisent et participent à d'autres activités destinées à renforcer l'estime de soi, à acquérir des compétences en résolution de problèmes et à développer des aptitudes sociales. Les enfants tirent parti de ces activités, mais ce sont les parents qui en profitent le plus. Le modèle a montré qu'en facilitant l'interaction des enfants avec leurs parents, ces derniers renforcent leur propre estime de soi, développent leurs aptitudes sociales et finissent par participer davantage à leur collectivité.

« Les éducateurs à la maternelle nous disent noter une grande différence entre les enfants qui sont passés par le modèle des Petits crayons par rapport à ceux qui ne le sont pas », indique Janine Mazerolle, directrice du Centre de ressources familiales de Kent.

Les enfants qui apprennent comment interagir et s'entendre avec les autres dès le plus jeune âge sont mieux préparés au milieu plus structuré de l'école. Qui plus est, les possibilités d'interaction sociale des enfants d'âge préscolaire, et en particulier de leurs parents, se présentent moins facilement en milieu rural.

Mazerolle se souvient d'une femme qui est venue participer au programme il y a un an accompagnée de son fils de trois ans. Le premier jour où elle s'est jointe au groupe, la mère était si réservée et intimidée qu'elle s'est mise à pleurer. À peine un an plus tard, Mazerolle affirme que cette mère est elle-même un modèle et qu'elle aide les animateurs du centre à organiser des activités.



Grâce au Partenariat rural canadien, le gouvernement du Canada contribue à relever les défis liés à l'amélioration des capacités de lecture et d'écriture des enfants en milieu rural.

Ce programme n'est pas non plus uniquement destiné aux mères. De plus en plus de pères participent au projet. Ainsi, ils se rendent compte des avantages qu'ils tirent en passant plus de temps avec leurs enfants, sans nécessairement être conscients qu'ils améliorent du même coup leurs propres capacités de lecture et d'écriture ainsi que leurs aptitudes sociales.

« Ce programme est tellement important, déclare Mazerolle, non seulement pour Kent, mais pour l'ensemble de notre pays. Il contribue à l'alphabétisation et au développement des aptitudes sociales, et aide les collectivités à en apprendre davantage sur elles-mêmes tout en s'amusant! »

Aider les entreprises agricoles à démarrer

Cinq mille dollars, sous forme de prêt, peut ne pas sembler un gros montant, mais pour un entrepreneur bourgeonnement, cet argent peut faire toute la différence au monde dans sa vie. Sans soutien financier, il est quasi impossible de démarrer une entreprise; au Nova Scotia Cooperative Council, on en est très conscient.

Grâce au Financement par microcrédit, les Néo-Écossais peuvent obtenir un soutien financier qui les aidera à réaliser leurs rêves d'entrepreneur. En partenariat avec le Secrétariat rural du gouvernement canadien, le NSCC vient en aide aux petites entreprises, c'est-à-dire à des entreprises que les institutions financières courantes délaissent parce qu'elles les jugent trop petites ou trop précaires.

La présidente-directrice générale du NSCC, Diane Kelderman, explique que des prêts à très faible taux d'intérêt sont consentis à des entrepreneurs ou à des personnes qui auraient autrement beaucoup de mal à se dénicher du financement, comme les mères à la maison, les jeunes, les étudiants qui entrent pour la première fois sur le marché du travail, les personnes handicapées ou des co-entrepreneurs qui en sont à leurs premières armes. Cet argent peut servir, par exemple, à acheter une machine à coudre qui, à la maison, sera le point de départ d'un petit atelier

de couture ou de retouches, ou aider quelqu'un à lancer une entreprise originale ou qui n'existe tout simplement pas dans une région rurale donnée.

Diane Kelderman ajoute qu'il est difficile pour une personne qui n'a pas d'antécédents en matière de crédit d'obtenir un prêt : que faire quand on n'a pas d'hypothèque, de prêts, de cartes de crédit ou de garanties à présenter? Le financement par microcrédit non seulement aide le petit entrepreneur à se constituer un dossier de crédit et à lancer son projet, il lui permet également de mieux comprendre le monde de la finance; en effet, consentir un microcrédit à quelqu'un, c'est plus que lui prêter de l'argent. Quand une personne obtient un prêt, la caisse d'épargne l'aide à franchir toutes les étapes de lancement d'une entreprise et fait le suivi du prêt afin d'assurer la réussite de l'entreprise.

« Nous faisons confiance aux gens, nous avons foi en eux. Certes, nous analysons bien le dossier et nous nous assurons que le projet est viable, mais il est également important de s'intéresser à la personne, d'évaluer sa personnalité et ses talents; autrement dit, aller au-delà du devis technique. Dans une petite collectivité où tout le monde se connaît, cela est possible », ajoute Diane Kelderman.

Le Nova Scotia Cooperative Council va résolument de l'avant avec le financement par microcrédit. Il compte étendre ce modèle de crédit dans les 287 caisses d'épargne que comptent les provinces atlantiques.

Il existe actuellement trois projets pilotes distincts de financement en Nouvelle-Écosse. Chaque projet est piloté par un comité communautaire ou un comité interne qui surveille le déroulement du dossier avec le même objectif en tête : aider les entreprises en milieu rural à devenir un élément durable du dynamisme de la collectivité.

En Nouvelle-Écosse, le Modèle de financement par microcrédit compte un certain nombre de partenaires : la Centrale de caisses de crédit de la Nouvelle-Écosse et des caisses d'épargne locales.

Grâce au Partenariat rural canadien, le Modèle de financement par microcrédit vient en aide aux collectivités rurales désireuses de se prendre en main; Diane Kelderman croit que bon nombre de ces entreprises innovatrices vont un jour se développer au point de devenir « des étoiles au firmament » des affaires.

Service Canada

1 800 O-Canada servicecanada.gc.ca

Le gouvernement fédéral fait prendre la route à ses services

Service Canada se déplace pour s'implanter dans votre collectivité et y offrir des services mobiles et externes. L'objectif est de faire en sorte que les services et les renseignements gouvernementaux soient davantage à la portée des citoyens, c'est-à-dire dans un rayon de 50 kilomètres du lieu de résidence des Canadiens. Les collectivités du Nord, éloignées et rurales, autrefois moins bien desservies, sont particulièrement visées.

Des représentants de Service Canada se déplacent régulièrement ou périodiquement afin de venir en aide là où il y a un besoin. Les services externes réguliers sont offerts sur une base régulière, à temps partiel (par exemple, deux jours par semaine), alors que le personnel des services mobiles de Service Canada rencontre les citoyens en fonction des besoins, pour leur offrir, par exemple, des séances d'information sur certains sujets ou pour porter assistance à l'occasion d'urgences locales comme des fermetures d'usine ou des catastrophes naturelles.

Depuis 2005, date de l'instauration de Service Canada, plus de 150 nouveaux points de services externes ont été ajoutés au réseau de Service Canada, et on prévoit en établir d'autres d'ici la fin de mars 2007. Grâce à ce réseau, les Canadiens n'auront jamais été si nombreux à pouvoir recevoir l'aide dont ils ont besoin.

La raison d'être des services externes de Service Canada est de répondre à la diversité des besoins des Canadiens. Pour offrir des services dans l'une ou l'autre des langues officielles, des services externes améliorés sont offerts aux communautés de langue officielle minoritaires à certains endroits au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. D'autres services externes visent à répondre aux besoins particuliers des Autochtones, des jeunes, des aînés et des personnes handicapées.

Services externes de Service Canada dans les provinces de l'Atlantique

Terre-Neuve

- Port-au-Port
- Sheshatshiu

Nouvelle-Écosse

- Clare
- Sheet Harbour

Île-du-Prince-Édouard

- Wellington*

Nouveau-Brunswick

- Baie-St-Anne
- Doaktown

- Florenceville
- Grand Manan (île)
- Minto
- Neguac
- Perth-Andover
- Rogersville

*Points de services établis sous peu

Grâce à Service Canada, les Canadiens peuvent obtenir plus facilement des services et des renseignements du gouvernement, par un simple clic, appel ou visite. Pour trouver le Centre Canada ou point de services externes le plus près de chez vous ou pour connaître les heures d'ouverture et les services offerts, consultez servicecanada.gc.ca et cliquez sur « services près de chez vous », ou encore composez le 1-800-O-Canada.

Au sujet du Secrétariat rural

Le Secrétariat rural est une entité qui favorise le rapprochement entre le gouvernement du Canada et les Canadiens des régions rurales et éloignées pour assurer la vitalité et le dynamisme de leurs collectivités. Se rapportant à Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Secrétariat a pour mandat :

- d'assurer la direction et la coordination des activités du Partenariat rural canadien;
- de faciliter l'établissement de partenariats sur les enjeux et les priorités du monde rural;
- de favoriser le dialogue entre les intervenants du secteur rural et le gouvernement canadien.

ACTIVITÉS :

- Sonder l'opinion la population rurale par le truchement du Dialogue rural, de façon à ce que le gouvernement canadien puisse mieux comprendre les enjeux locaux et régionaux et s'y adapter.
- Mettre en place un programme de diffusion de l'information afin de mieux faire connaître les programmes et services fédéraux destinés aux ruraux.
- Favoriser l'application de la "lentille rurale" de façon à ce que les enjeux du secteur rural soient pris en considération à tous les niveaux de l'administration fédérale.
- Effectuer et appuyer des recherches et des analyses sur les enjeux économiques et sociaux propres au Canada rural.
- Coordonner les dossiers ruraux de l'administration fédérale selon une démarche axée sur des partenariats, par l'entremise du Groupe de travail interministériel et des équipes rurales provinciales et territoriales.
- Fournir un point d'accès à l'information qui intéresse les ruraux, en l'occurrence le Service canadien de l'information rurale.

NOS CLIENTS ET PARTENAIRES

Le Secrétariat exerce ses activités auprès d'un vaste groupe de clients et de partenaires, soit les collectivités rurales, les organisations, les associations et les entreprises, les peuples autochtones, les ministères et organismes des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux, et les autres intervenants ruraux au Canada.

Pour de plus amples renseignements, visitez le www.rural.gc.ca

On brasse la cage à Terre-Neuve!

Comment un organisme sans but lucratif peut-il transformer une idée en un projet des plus concrets? Il faut se rendre à Shaol Harbour, Terre-Neuve, rencontrer les responsables de la Random North Development Association (RNDA) pour trouver réponse à cette question. Cette association, constituée en personne morale en 1980, a tissé, depuis, avec le gouvernement canadien, un partenariat des plus solides qui permet à de plus en plus de Terre-Neuviens et de Labradoriens de recevoir une éducation et une formation qui leur permettent de suivre l'évolution du marché du travail.

« Plus de douze entreprises privées de la région ont été mises à l'épreuve », déclare Michelle Brown de la RNDA. Michelle Brown, agente de projet, est responsable de « Combler l'écart », un projet pilote du gouvernement fédéral destiné aux Canadiens vivant en régions rurales – ceux qui se cherchent un emploi et ceux qui se cherchent des employés.

C'est avec la collaboration de RNDA que la mise en place du modèle Établir le lien : De



Aider les Terre-Neuviens et les Labradoriens à établir le lien entre scolarité, formation et emploi.

l'éducation à l'emploi s'est faite au début des années 1990. Ce projet rejoint maintenant six régions et 12 entreprises dans la province. Il repose sur la participation de la collectivité, mise sur les compétences de la région et vise à créer un climat social et économique plus sain.

En améliorant leur aisance à lire et à écrire et les compétences de base que renferme la collectivité, les participants peuvent plus aisément se trouver un emploi, les secteurs industriel et commercial se développent et, au bout du compte, la collectivité se transforme en un milieu sain et prospère où il fait bon vivre.

Jorn Mogensen est un des quatre éleveurs danois de visons qui se sont établis à Terre-Neuve pour donner plus d'ampleur à leurs entreprises. La qualité des fourrures de Jorn est connue mondialement. En 2005, Mogensen est arrivé à Bonavista Bay (T.-N.-L.) avec, dans ses bagages, 4000 visons (des femelles). Son entreprise s'est développée : elle comprend maintenant, à Charleston, une cuisine où on prépare l'alimentation destinée aux bêtes et une installation où se fait l'écorchage. On en est même à construire actuellement une deuxième ferme, à Lethbridge. Jorn Mogensen emploie de 25 à 50 personnes, à temps plein ou à temps partiel ; il compte bien avoir plus d'une centaine d'employés dans deux ou trois ans.

L'arrivée de Mogensen a réjoui la collectivité : il y a apporté de nouveaux emplois, mais il a fallu former le personnel aux exigences de l'exploitation d'une ferme d'élevage d'animaux à fourrure. On a tôt fait de procurer aux employés la formation qu'il leur fallait, ce qui a permis à la ferme d'élevage de devenir une entreprise rentable et une source de revenus pour la collectivité. Quatorze personnes suivent actuellement un programme de formation



En 2005, Jorn Mogensen est arrivé du Danemark avec 4000 visons

de 40 semaines qui leur permettra de se trouver un emploi sur les fermes de Mogensen. C'est en août de cette année qu'elles devraient mettre leurs talents à l'épreuve.

C'est grâce à des projets comme Combler l'écart que le gouvernement canadien est mieux au fait des besoins des collectivités rurales et de les aider à miser sur leurs forces et à relever leurs défis. Après tout, dans une collectivité comme ailleurs, compétences et croissance ne vont-elles pas de pair?

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Michelle Brown, agente de projet, Random North Development Association, au 709-466-2968 ou visitez le site Web au www.bridginggaps.com

La base de données sur les collectivités – une foule d'information maintenant disponible sur le Web

La base de données sur les collectivités (BDC) est une ressource offerte sur le Web où les collectivités et les gouvernements peuvent obtenir des renseignements communautaires cohérents, fiables et accessibles sur des facteurs économiques et démographiques, et ce, au niveau communautaire.

La BDC constitue un ensemble de données complémentaires aux ressources déjà offertes par les provinces et les territoires. Parmi ses caractéristiques supplémentaires, on note la capacité de présenter les renseignements sous divers formats, par exemple au moyen de graphiques, de tableaux ou de cartes géographiques, lesquels permettent l'analyse à différents niveaux.

La BDC fournit une foule de renseignements communs tirés des recensements sur la population de Statistique Canada qui sont présentés pour une série de regroupements géographiques : national, provincial et territorial, division du recensement, région économique et subdivision de recensement (ou collectivité).

Cet outil innovateur est particulièrement utile pour les groupes communautaires, les organismes communautaires privés ou sans but lucratif, les décideurs du gouvernement, les entreprises, les chercheurs, les organismes de recherche et les universités.

La Base de données sur les collectivités est disponible à www.cid-bdc.ca.

Les renseignements disponibles sur la BDC portent notamment sur :

- la population
- l'âge
- le revenu personnel et le revenu familial moyens
- le taux d'emploi
- le niveau d'instruction
- l'emploi par secteur
- la langue
- le degré de dépendance envers une ressource
- la diversification économique

Pour obtenir plus d'information ou pour organiser une session de formation sur la BDC, veuillez contacter :

Gestionnaire
Recherche rurale et analyse
Secrétariat rural
1341, chemin Baseline, tour 7, 6e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
téléphone: (613) 759-7106
sans frais: 1(888) 781-2222
info@cid-bdc.ca

Le Secrétariat rural est une entité qui favorise le rapprochement entre le gouvernement du Canada et les Canadiens des régions rurales et éloignées pour assurer la vitalité et le dynamisme de leurs collectivités.

Si vous avez des questions, commentaires ou si vous désirez obtenir une copie de ce bulletin, veuillez communiquer avec :

Secrétariat rural
Région atlantique
1600, rue Main – 210
Moncton, Nouveau-Brunswick
E1C 1G5

Tél. : 1 (866) 406-1100
Télé. : (506) 851-2984
www.rural.gc.ca

Canada

Publication d'AAC no: 2252B
ISSN 1710-341X